

## RAPPORT N°205 DE SOS-TORTURE/BURUNDI PUBLIE LE 16 NOVEMBRE 2019

Ce rapport de SOS-Torture/Burundi couvre la période du 9 au 16 novembre 2019 concernant les cas de violations et atteintes aux droits de l'homme au Burundi.

Au moins trois (3) personnes ont été assassinées au cours de la période. Les victimes sont un bébé et un homme dont les corps flottaient dans la rivière Rweru au nord du Burundi, ainsi qu'une femme violée et assassinée par ses bourreaux à Muramvya.

Le rapport évoque en outre des cas d'arrestations arbitraires dont une rafle ayant entraîné l'interpellation d'une trentaine de membres du parti d'opposition CNL dans la province Ngozi. Le fils d'un opposant politique Burundais bien connu a aussi été enlevé par des agents du SNR.

### **1. Atteintes au droit à la vie et à l'intégrité physique**

- Des individus ont assassiné deux personnes dont les corps ont été découverts flottant dans le lac Rweru du côté de la colline Sigu, commune Busoni, province Kirundo (nord du pays) le 14 novembre 2019. Des témoins rapportent que les victimes sont un bébé et un homme qui portait un costume. Les corps n'ont pas été repêchés, bien que des témoins aient alerté les autorités locales.

Sos-Torture/Burundi note la négligence des autorités administratives, qui a eu pour conséquence l'impossibilité d'identifier les corps et de connaître les circonstances de leur mort.

- Des individus non identifiés ont assassiné Marie Claire Niyongere (40 ans) dont le corps a été découvert dans une brousse sur la colline Nyavyamo, commune Kiganda, province Muramvya (centre du pays) le 12 novembre 2019. Des proches rapportent que la victime a été violée avant d'être égorgée par ses bourreaux.

Sos-Torture/Burundi note une violente agression visant un membre de l'opposition : Mme Niyongere était secrétaire de la ligue des femmes du parti d'opposition CNL. La police a annoncé avoir arrêté un suspect.

### 2. Atteintes au droit à la liberté et à la sécurité physique

- Des agents du service national des renseignements ont enlevé Lambert Bibonimana près de son domicile au quartier Kiriri, zone Rohero, commune Mukaza (centre de la ville de Bujumbura) le 7 novembre 2019. Des proches rapportent que le jeune homme rentrait au moment de son interpellation par ces agents qui l'ont embarqué dans un véhicule aux vitres teintées. La victime d'enlèvement est le fils de Léonce Ngendakumana, un opposant politique burundais et candidat aux élections présidentielles de 2020 pour le parti FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi).

Sos-Torture/Burundi a appris des proches que le jeune homme a été par la suite emmené au cachot du commissariat de police de Bujumbura. Il est accusé d'avoir participé à une attaque visant le chef de zone Muyira (Bujumbura rural).



Lambert Bibonimana, enlevé par le SNR puis détenu à la prison de Mpimba

- Des agents de la police ont arrêté au moins trente et une (31) personnes dans la commune Nyamurenza, province Ngozi (nord du pays) le 13 novembre 2019. Des témoins rapportent que les personnes visées sont des militants du parti CNL (Congrès National pour la Liberté). Parmi les personnes arrêtées, 13 sont détenues dans le cachot de police de la commune Marangara, province Ngozi. Il s'agit d'Emmanuel Ntirandekura, Zidane Ishimwe, Vincent Ndayisaba, Élias Sibomana, Innocent Ciza, Daniel Rwaswa, Fabien Miburo, David Rwaswa, Gabriel

Minani, Emmanuel Rwaswa, Emmanuel Karenzo, Étienne Kabura et Geneviève Niyimpaye. Les autres membres du parti CNL interpellés sont détenus au centre de la commune Ngozi (10), dans la commune Nyamurenza (5) et dans la commune Gashikanwa (3). Lors des opérations d'arrestations, des témoins rapportent que l'administrateur communal de Nyamurenza ainsi que le chef de la milice imbonerakure du parti au pouvoir CNDD-FDD en commune Ngozi étaient personnellement impliqués.

Sos-Torture/Burundi note des arrestations arbitraires basées sur l'appartenance politique des victimes, signe également de l'intolérance affichée par les membres du parti au pouvoir vis-à-vis des opposants.

- Sos-Torture/Burundi a appris le transfert de nuit de détenus incarcérés au cachot de la brigade spéciale de recherche (BSR) de Bujumbura vers une destination inconnue, le 13 novembre 2019. Des témoins rapportent que les personnes sorties de leur cachot sont : Sophie Niyonkuru, Jeanine Musonera, Isidore Ndayisenga et Lambert Bibonimana. Des proches rapportent qu'ils sont
- tous membres du parti d'opposition CNL et résident au quartier Kiriri-Vugizo.

Sos-Torture/Burundi note un risque de disparition forcée de ces personnes. La police n'a pas indiqué la destination de ces détenus.



## SOS - Torture/Burundi

*Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi*

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situées à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat du Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.

SOS-TORTURE